

Le Québec, c'est nous.

PRÉSENTATION
DU CADRE FINANCIER
CAMPAGNE ÉLECTORALE 2019





La plateforme et le cadre financier du Bloc Québécois démontrent notre volonté de réorienter l'action gouvernementale vers quatre priorités :

- 1** Assurer la pérennité de l'État québécois par une hausse des transferts en santé et en éducation.
- 2** Accélérer la modernisation de l'économie en soutenant la transition énergétique, l'économie verte, les secteurs de pointe et l'agriculture durable, domaines où le Québec excelle, et en s'attaquant à la pénurie de main-d'œuvre qui freine leur développement.
- 3** Donner un coup de fouet à l'économie en débloquent les programmes d'infrastructures actuellement paralysés et marqués par un incessant bras de fer Québec-Ottawa, alors que les besoins sont criants dans un contexte de changements climatiques.
- 4** Préserver le pouvoir d'achat des Québécoises et des Québécois, en particulier les personnes âgées et les bénéficiaires de l'assurance-emploi.

Revenus et économies

Nous estimons que le gouvernement peut aller chercher 59 G\$ en nouveaux revenus sur 4 ans. Plutôt que toujours piger dans les mêmes poches, nous proposons de faire contribuer ceux qui ne le font pas assez, voire pas du tout actuellement :

- Les multinationales d'internet, en percevant la TPS sur leurs ventes et en exigeant qu'ils paient une redevance de 3 % sur leur chiffre d'affaires au Canada.
- Les utilisateurs des paradis fiscaux, et au premier chef les grandes banques torontoises qui représentent environ la moitié des actifs canadiens qui s'y trouvent.
- Les entreprises pétrolières, qui continuent à jouir d'avantages fiscaux importants 10 ans après que le gouvernement ait promis de les abolir.

À eux trois, ils représentent 90 % des nouvelles recettes et économies.

Et il y a la péréquation verte qui, en remplaçant une partie de la vieille péréquation payée par les contribuables par une nouvelle péréquation verte payée par les pollueurs, permet d'alléger le fonds consolidé de 5 G\$ en 4 ans.

Pour le reste, nous fermons la commission fédérale des valeurs mobilières, dont personne ne veut au Québec, de même que la Banque de l'infrastructure, qui n'a pas démontré son utilité. Nous comptons verser son capital non engagé dans le Fonds de la taxe sur l'essence pour soutenir de vrais projets d'infrastructures municipales. Nous avons demandé au directeur parlementaire du budget de préparer une évaluation des sommes disponibles.



Dépenses

La plateforme du Bloc Québécois propose 54 G\$ en nouvelles dépenses en quatre ans, avec un déficit prévu assez stable pendant toute la période, entre 12 G\$ et 18 G\$, ce qui est moins élevé que le scénario de référence du directeur parlementaire du budget.

Ce qui distingue le plan financier du Bloc Québécois de celui des autres partis est la priorité que nous accordons à assurer la pérennité de l'État québécois, notre État.

Le directeur parlementaire du budget est formel et les observateurs sont unanimes à le reconnaître : à terme, les provinces sont menacées d'implosion parce que les transferts ne suivent pas l'évolution de leurs dépenses dans un contexte de vieillissement de la population qui leur impose des charges accrues, surtout en santé.

Nous proposons d'augmenter le Transfert canadien en matière de santé de 6 % par année jusqu'à ce qu'il couvre 25 % des coûts du système de santé. Quant au transfert pour les programmes sociaux et l'éducation postsecondaire, nous l'augmentons aussi de 6 % jusqu'à ce que sa valeur permette d'annuler les coupes sombres qu'Ottawa y avait fait subir dans les années 90.

Dans les deux cas, le rattrapage devrait être terminé en 2025-26, pour ensuite suivre un rythme plus raisonnable. Cette hausse correspond à la demande que tous les gouvernements du Québec, quels qu'ils soient, formulent depuis plus de 10 ans.

Il s'agit d'un gros effort : 17 G\$ en quatre ans dont près de la moitié la dernière année.

L'autre grand poste de dépense concerne la Sécurité de la vieillesse qui, parce qu'elle n'évolue pas au même rythme que l'augmentation des salaires, ne protège plus le pouvoir d'achat. Alors que les enfants du *baby-boom* approchent de la retraite, un effondrement de leur pouvoir d'achat risque d'ajouter un choc économique au choc démographique.

Même chose pour l'assurance-emploi, stabilisateur automatique par excellence de l'économie, en particulier en région. Alors que les perspectives de l'économie nord-américaine sont incertaines, il urge de rendre le régime de nouveau accessible. Notons que les bonifications au régime d'assurance-emploi n'apparaissent pas aux tableaux financiers. Comme le régime est entièrement financé par les cotisations des travailleurs et de leurs employeurs, les bonifications ne proviennent pas du fonds consolidé.

En matière économique, nous proposons d'entrer résolument dans le 21^e siècle en accélérant le virage vers l'économie verte et les secteurs de pointe. Politique de l'aérospatiale, investissements patients dans les nouvelles technologies, électrification des transports, carburants verts, nous mettons les bouchées doubles avec 4 G\$ en soutien, en plus de l'effet levier provenant des prêts, garanties et participations au capital, lesquels peuvent être portés au Compte du Canada sans être inscrits dans la colonne des dépenses.

Nous estimons que ces priorités correspondent à la fois aux besoins des Québécois et aux attentes des Québécois.

Parce que le Québec, c'est nous !



Revenus et économies (M\$)

	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Rétablir l'intégrité de l'assiette fiscale				
Fin de l'utilisation légale des paradis fiscaux	5 500	5 680	5 850	6 020
Lutte à l'évasion fiscale à l'international	1 000	2 500	3 500	3 600
Fin des subventions aux énergies fossiles				
Se départir du pipeline Trans Mountain	3 600	1 800	1 800	1 800
Fin de l'amortissement accéléré	740	371	311	268
Fin de la déduction pour frais d'aménagement	925	943	961	980
Faire contribuer les multinationales d'internet				
Perception de la TPS	781	805	831	859
Redevance de 3 % sur chiffre d'affaires	495	510	526	543
Abolir la Banque de l'infrastructure	44	50	51	52
Péréquation verte (diminution de la vieille péréquation) ¹	770	1 332	1 607	1 759
Total	13 855	13 991	15 437	15 881

1 Cette diminution de la vieille péréquation est remplacée par des paiements de péréquation verte de 1 624 M\$ en 2020-21, 2 808 M\$ en 2021-22, 3 388 M\$ en 2022-23 et 3 708 M\$ en 2023-24

Dépenses (M\$)

	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Transferts aux provinces				
Transfert canadien pour la santé	1 020	2 390	3 820	5 300
Transfert canadien pour les programmes sociaux	435	910	1 540	2 010
Pouvoir d'achat des aînés				
Augmenter la Sécurité de la vieillesse	617	3 082	5 546	7 460
Ajustements au Supplément de revenu garanti	(469)	(2 045)	(2 687)	(2 874)
3 mois de SRG au conjoint survivant	47	48	50	51
Électrification des transports				
Voitures électriques	48	49	16	12
Autobus scolaires électriques	3	6	9	12
Rénovations écoénergétiques				
Volet domiciliaire	1 200	1 200	1 200	1 200
Volet commercial	400	400	400	400
Volet agricole	1	2,5	4,5	5,5
Réinvestissements en culture				
Compenser les victimes des GAFA	1 276	1 315	1 357	1 400
Fin de la TPS sur les livres	100	100	100	100
Financement du Conseil des arts et des festivals	100	105	110	115
Développement économique				
Économie d'avenir ²	780	950	1 100	1 250
Pénurie de main-d'œuvre ³	90	104	109	114
Mesures ciblées-régions ⁴	300	130	134	138
Adaptation aux changements climatiques en région côtière	250	250	250	250
Appareil fédéral				
Sécurité alimentaire et ferroviaire	170	250	260	270
Recherche pour agriculture durable	75	75	75	75
Éliminer les listes d'attentes-vétérans	25	25	0	0
Agriculture				
Compensation pour producteurs agricoles et transformateurs	600	650	700	800
Soutien à la relève agricole	50	52	53	55
Autres mesures non annoncées	950	1 050	1 100	1 150
Total	8 068	11 099	15 247	19 294

2 Cette somme comprend l'amélioration du crédit d'impôt à la R&D, le soutien au développement des carburants propres, les règles fiscales applicables au transfert des PME et une partie du soutien aux entreprises de pointe. Les investissements en capital patient (prêts et participation en partage de risque) peuvent être inscrites au Compte du Canada sans être comptabilisées comme une dépense, sauf en cas de défaut.

3 Cette somme comprend le crédit d'impôt pour jeunes diplômés et immigrants en région, les mesures d'encouragement à garder les personnes âgées en emploi

4 Cette somme comprend la lutte à la tordeuse des bourgeons de l'épinette, l'admissibilité de la Côte-Nord au crédit d'impôt pour l'Atlantique et un versement d'une somme de 200 M\$ à Québec pour la décontamination de terrains dans l'Est de Montréal.



Solde (M\$)

	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Scénario de référence du directeur parlementaire du budget	(23 300)	(15 400)	(12 500)	(11 200)
Nouveaux revenus	13 855	13 991	15 437	15 881
Nouvelles dépenses	8 068	11 099	15 247	19 294
Solde	(17 513)	(12 508)	(12 310)	(14 613)

